

L'INDUSTRIE TUNISIENNE A LA CROISEE DES CHEMINS

DESINDUSTRIALISATION VS INDUSTRIE 4.0

SOMMAIRE

- I- UNE CASSURE DE LA DYNAMIQUE HISTORIQUE DE CROISSANCE INDUSTRIELLE

- II- DES POLITIQUES DE « DESARMEMENT » INDUSTRIEL

- III- RETABLIR LA CONFIANCE : PACTES DE COMPETITIVITE ET INDUSTRIE 4.0

Ajif CHELBI
Novembre 2021

I- UNE CASSURE DE LA DYNAMIQUE HISTORIQUE DE CROISSANCE INDUSTRIELLE

« Lorsque le passé n'éclaire plus l'avenir, l'esprit avance dans les ténèbres » Alexis de Tocqueville

Depuis l'indépendance et jusqu'en 2010, l'industrie tunisienne a connu **un développement soutenu**. Ses emplois ont été multipliés par 15 passant de 40.000 à 600.000 emplois. Ses exportations sont passées de 40 Millions à 20 Milliards de Dinars.

Avec, en outre, de profonds changements structurels qui ont transformé toutes les filières industrielles.

En seulement deux décennies, les exportations industrielles ont supplanté les exportations primaires (agriculture, mines et énergie). Puis deuxième grande mutation, dans les années 2000, avec la forte hausse des exportations IME.

Néanmoins, des lacunes sont constatées en termes de lenteur du développement technologique. Si la part des exportations à contenu technologique est passée de 12 % en 1995 à 25 % en 2010, l'objectif était d'atteindre 50 %.

Et, depuis 2011, les industries manufacturières ont, certes, fait preuve d'une certaine résilience et ne se sont pas effondré comme les industries non manufacturières. Elles ont néanmoins stagné, provoquant une cassure de la dynamique historique de croissance industrielle, continue durant les cinq décennies 1960 – 2010.

Les indicateurs suivants, qui avaient connu des taux de croissance significatifs durant ces décennies et qui ont stagné ou régressé entre 2011 – 2019, illustrent cette cassure.

De ce fait, **la Tunisie se fait distancer par ses principaux concurrents et amorce un véritable processus de désindustrialisation.**

I-1- Valeur ajoutée

La valeur ajoutée industrielle est passée de 18 % du PIB en 2010 à 15 % en 2019. Son taux de croissance annuel moyen a été de 0,4 % au cours de cette décennie contre une croissance variant de 5 % à 11 % au cours des cinq décennies précédentes.

	1962	1970	1980	1990	2000	2010	2019
VA Industrie / PIB	7 %	9 %	12 %	15 %	18 %	18 %	15 %
Croissance VA industrielle par décennie		5 % (1961-1970)	11 % (1971-1980)	8 % (1981-1990)	10 % (1991-2000)	7 % (2001-2010)	0,4 % (2011-2019)

Source : INS

* L'année 2020, impactée par le Covid, n'est pas intégrée pour ne pas fausser les analyses

I-2-Exportations

De 2010 à 2019, nos exportations vers l'UE (76 % du total) ont quasi stagné entre 9,6 et 10,2 Milliards d'euros, tandis que le Maroc, que nous dépassons, a plus que doublé les siennes de 7,2 à 17 Milliards d'Euros. D'où **un déclassement par rapport à nos principaux concurrents**.

EXPORTATIONS VERS L'UE	2010		2019	
	Valeur (Milliards d'Euros)	Part de Marché	Valeur (Milliards d'Euros)	Part de Marché
TUNISIE	9,6	0,6 %	10,2	0,5 %
MAROC	7,2	0,5 %	17	0,8 %

Source : Eurostat

Nos exportations vers l'UE, qui doubleraient, tripleraient voire plus au cours de chacune des cinq décennies 1960-2010, ont stagné entre 2010 et 2019.

Exportations tunisiennes Vers l'UE (en Milliards d'Euros)	1980	1990	2000	2010	2019
	0,4	1,5	4,8	9,6	10,2

Une projection à minima des tendances aurait permis un supplément d'exportations de 6 Milliards d'euros en 2019, soit près de 2 Milliards d'euros en nettes. Si l'on ajoutait le manque à gagner d'exportations énergie/phosphate, estimé également à 2 Milliards d'euros, nous aurons **un manque à gagner de 4 Milliards d'euros en 2019** (2/3 du déficit commercial) et **25 Milliards d'euros pour la décennie** (80 % de l'encours de la dette).

Sectoriellement nos deux premiers secteurs exportateurs marquent le pas :

COMPOSANTS AUTOMOBILES	2010	2018
Parts de marché sur l'UE Composants auto Tunisie	0,23 %	0,14 %
Parts de marché sur l'UE Composants auto Maroc	0,23 %	0,36 %

TEXTILE	2010	2018
Parts de marché sur l'UE textile Tunisie	4 %	2,5 %
Rang de la Tunisie parmi les fournisseurs de l'UE	4^{ème}	9^{ème}
Export tunisienne de textile en Milliards d'Euros	3	2,4

L'ensemble de ces indicateurs, à côté d'autres paramètres relatifs à l'environnement des affaires, a conduit à un recul inédit de 55 places dans le classement de Davos : 87^{ème} en 2019, 32^{ème} en 201 (le plus grand recul enregistré par ce classement depuis sa création en 1978).

Ce processus de désindustrialisation conduirait progressivement la Tunisie à ne plus être partie prenante du monde de la création de valeur pour devenir un acteur passif de la division internationale du travail, simple consommateur et importateur.

Or l'impératif industriel est, pour tout pays, un véritable choix de société.

Ce processus n'a rien à voir avec un contexte international défavorable, comme le montre la croissance de pays concurrents. **Il est le résultat, en plus du contexte national perturbé, de politiques délibérées favorisant l'importation au détriment du système productif national.**

II- DES POLITIQUES DE « DESARMEMENT » INDUSTRIEL

« Si on résumait la politique économique en un seul point ce serait l'instauration d'une discrimination positive en faveur des activités de production au détriment des activités de circulation : importations et rentes » Jacques De Bandt.

En effet, le problème de la politique économique de tout, y compris les Etats les plus libéraux, a toujours été d'établir une *discrimination positive en faveur des activités industrielles*, faute de quoi les acteurs économiques *préféreront les activités liées à l'importation (« l'interventionnisme libéral »)*. *Ainsi, l'Etat doit avantager une unité de production par rapport à une activité d'importation ou un projet immobilier.*

Autrement dit il n'y a pas d'industrie sans Etat stratégique, développementaliste qui crée un environnement favorable au secteur privé industriel.

Or les mécanismes de politique industrielle instituant une telle discrimination positive ont été démantelés par ce qui s'apparente à un véritable **désarmement industriel**.

Ces politiques anti-industrielles peuvent être regroupées en deux catégories :

- En amont, par la favorisation des importations en remettant en cause les mesures de sauvegarde de la production nationale.
- Et, en aval, par la forte réduction des incitations et programmes d'appui à l'industrie, à l'exportation, et, de manière générale, par l'abandon ou la réduction de la plupart des leviers de politique industrielle.

II-1 Réduction des mesures de sauvegarde à l'importation

Depuis l'indépendance, la Tunisie, comme tous les pays souverains, a mis en place des mécanismes de sauvegarde de l'industrie. Ceux-ci ont évolué d'un contrôle direct des importations par des licences et des droits de douane élevés (1960-1994) à des mécanismes différents depuis la signature de l'accord de libre-échange avec l'UE (1995).

Ces mesures de sauvegarde (*Contrôles techniques à l'importation, Prix de référence, suivi par pays, compensation automobile,*) ont été fortement réduites depuis 2012 sous le prétexte fallacieux de respect des règles de l'OMC.

II-2 Réduction des incitations en faveur de l'industrie

A côté de ces mesures de sauvegarde, la législation tunisienne a toujours comporté des incitations en faveur de l'industrie et de l'exportation. Celles-ci ont été réduites de moitié.

D'après une étude de PWC, **le ratio des aides fiscales et financières par rapport au PIB a baissé en Tunisie de 2,2% du PIB en 2009 à 1,1% du PIB en 2018.**

Ce ratio était en 2018 de 2,4 % en France et de 2,1 % au Maroc, comparables à la Tunisie en 2009 (2,2 %), mais plus de deux fois supérieurs au ratio de la Tunisie en 2018 (1,1%).

C'est le résultat d'une approche biaisée de neutralité du système fiscal, alors que celui-ci doit être discriminant en favorisant la création de valeur (*Lois de finances 2012 et suivantes, Réforme du code des investissements à travers deux lois, qualifiées «de code de désinvestissement » ...*).

A titre d'exemple, **le budget du FOPRODI a été divisé par trois, passant de 62 MD (2010) à 21 MD (2018).**

Décaissements du FOPRODI (<i>En Millions de Dinars</i>)	2010	2018
Dotations aux Nouveaux Promoteurs et aux PME	20	4
Primes au développement régional	42	17
Total avantages FOPRODI	62	21

Source BCT

II-3 Blocage des programmes d'appui à l'industrie

Les politiques industrielles en Tunisie ont donné lieu à un grand nombre de programmes mis en œuvre par une série d'institutions d'appui. Parmi ces programmes nous citerons :

Programmes horizontaux : programmes de mise à niveau, d'appui à l'exportation, à l'innovation, aux technologies prioritaires, programme qualité, FOPRODI, partenariats régionaux, Essaimage, Promotion internationale,

Programmes sectoriels : plans sectoriels textile, composants automobiles, aéronautiques, packaging, filières agroalimentaires...

Plusieurs de ces programmes connaissent une baisse, voir un arrêt, de leurs activités.

II-4 Erreur de politique économique décuplée

Alors que la **critique justifiée**, faite à ces programmes était le fait qu'ils auraient dû être plus massifs, la **principale erreur de politique économique, de 1970 à 2010**, ayant été que le pays n'a pas mis à profit son aisance financière pour appuyer davantage ses politiques industrielles.

Cette erreur est décuplée aujourd'hui, avec la perte de notre indépendance financière, une explosion inouïe des dépenses de fonctionnement et une baisse drastique des dépenses, déjà réduite, d'investissements.

II-5 L'illusion d'un avenir post industriel.

Pour étayer la **centralité de l'industrie pour offrir des activités à haute valeur ajoutée, intensives en main d'œuvre qualifiée**, deux très bons ouvrages, publiés en 2021 *1, traitent de l'illusion d'un avenir post industriel. Extraits :

« Depuis les années Thatcher, les élites françaises ont cru à un monde post industriel, "La France sans usines", commettant l'erreur stratégique de ne pas voir qu'il s'agissait du passage de la 2^{ème} à la 3^{ème} révolution industrielle *2. Cette erreur a fait que la France est le pays développé qui s'est le plus désindustrialisé, la part de l'industrie dans le PIB y a baissé de 20 % en 2010 à 10% en 2020, contre 20 % en Allemagne, 30 % en Corée du Sud... »

On ne peut comprendre l'importance de l'industrie si l'on ignore ce qu'on appelle **le paradoxe des deux fois 80%**. Alors les services représentent 80% de nos économies, 80% des exportations mondiales de biens et services hors matières premières et énergie sont des exportations de produits manufacturés. De plus, l'industrie réalise 85% de la R&D mondiale.

Il est dit en conclusion : « **La désindustrialisation n'est pas une question technique mais elle est éminemment politique ! Sans industrie nous ne pourrions pas redresser notre commerce extérieur, accélérer notre croissance et créer massivement des emplois qualifiés** ».

*1 *Va-t-on vraiment réindustrialiser la France ? par le Cercle des économistes
Les politiques industrielles en France : Evolutions et comparaisons internationales
par France Stratégie, rapport à l'Assemblée nationale.*

*2 *1^{ère} révolution industrielle, fin 18 -ème siècle : Machine à vapeur, mécanisation
2^{-ème} révolution, fin 19 -ème siècle : Moteur électrique, production de masse
3^{-ème} révolution, 1970 à 2000 : Microprocesseurs, informatique et internet
4^{-ème} révolution ou industrie 4.0*

III- RETABLIR LA CONFIANCE : PACTES DE COMPETITIVITE ET INDUSTRIE 4.0

« La Société de confiance, principal facteur d'essor économique depuis le moyen âge »

Alain Peyrefitte

La question qui se pose est : Comment stopper ce déclin et réamorcer le développement industriel de la Tunisie en le faisant évoluer vers plus de contenu technologique ?

La réponse demande un débat apaisé pour tirer les leçons des réussites et des échecs passés et dégager les actions pour **rétablir la confiance et remobiliser les opérateurs et les secteurs à travers un Etat de droit, une vision et un modèle de développement industriel renouvelé:**

- **Plus ambitieux** technologiquement et internationalement.
- **Plus équilibré** socialement et régionalement.
- **Plus durable** en matière écologique et énergétique.

Quelle serait aujourd'hui l'idée clé qui conduirait à un effet transformatif aussi important que celui apporté, il y a 50 ans, par la loi 72 ?

Mais le cadre dans lequel évoluaient les entreprises dans les années 1970 est obsolète. D'une simple implantation dans une zone rudimentaire, l'entreprise a besoin d'un **nouvel écosystème entrepreneurial**, véritable « cluster » assurant des infrastructures de haut niveau et des connexions efficaces avec les administrations, les institutions d'appui, de financement, de formation et de recherche.

La nouvelle politique industrielle, adaptée au XXI^{ème} siècle, pourrait être basée sur les **Pactes de compétitivité** dans le cadre de **l'Initiative Nationale Industrie 4.0 (ITES 2016, CAE 2019)**.

Les pactes ont pour objet de **mobiliser l'Etat et les secteurs**. L'Etat s'engagerait sur des mesures horizontales et sectorielles spécifiques. Les secteurs s'engageraient sur la réalisation d'objectifs d'emplois, d'investissement, d'exportation, d'innovation et de RSE.

Ces pactes seraient les instruments clés de la « **République Contractuelle** ». Cette notion de Pacte est d'ailleurs devenue une préconisation du FMI (2021).

En effet, le contexte politique fait qu'aucun Gouvernement ne pourra mettre en œuvre les politiques novatrices dont la Tunisie a besoin sans les faire porter par les parties prenantes à travers ce mode opératoire participatif.

Car la politique économique ne se limite pas à quelques mesures macroéconomiques, elle comporte également, un grand nombre d'instruments sectoriels fins et spécifiques, les filières ayant très bien identifié les blocages qui freinent leur développement.

Une vingtaine de Pactes sectoriels constitueraient le cadre contractuel du Plan 2021-2025

SECTEURS	FILIERES
Agriculture et IAA	Huile d'olive, Dattes
IME	Composants automobiles, aéronautiques
ITC	Textile/Confection, Cuir et chaussures
ICH	Phosphates, Industries pharmaceutiques, Biotechnologies
TIC	Robotique, Off Shoring, Développement de logiciels
IMCCV et ID

Les contours de tels pactes sont établis. Leur finalisation impliquerait la mise en place d'une dynamique de concertation avec les secteurs qui insufflerait un vent de confiance.

Une centaine de mesures couvrant les 6 piliers de compétitivité *Outre les dizaines de mesures spécifiques aux filières*

- ▶ **Levée des entraves et incitations** : «Fast track» des procédures, moratoire fiscal, dégrèvement des bénéficiaires réinvestis, appui accru à l'exportation, assouplissement de la réglementation de change, respect des délais de paiements de l'Etat, ...
- ▶ **Infrastructures** : **Port de Radès ! Pôles de compétitivité** (2000 ha, 50% créations > 100 emplois)
- ▶ **Développement technologique** : **Plan technologique national sur l'industrie 4.0 et sur 20 technologies clés.**
- ▶ **Financement** : **Ligne de crédit bonifiée de 3 points** d'un montant de 2 Milliards de Dinars par an sur 5 ans, programme de coaching Banques / PME...
- ▶ **Emploi et formation** : Projets d'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi (Elif...).
- ▶ **Un nouveau Pacte Social pour une prospérité partagée** : **Garantir un meilleur climat social**, assurer la sécurité et la santé au travail et promouvoir la RSE.

OBJECTIFS GLOBAUX ASSIGNES AUX PACTES A L'HORIZON 2025

- *Des exportations à 70 Milliards Dinars (+ 60 %/2019) avec un contenu technologique de 35%
- *Des investissements industriels à 3 Milliards Dinars (+ 50 %/2019)
- *Faire partie du Top 50 du classement Davos (87 -ème en 2019)

+ Une série d'objectifs spécifiques à chaque filière

LA TUNISIE PARTIE PRENANTE DE L'INDUSTRIE 4.0 ?

L'industrie 4.0, ou 4^{-ème} révolution industrielle, désigne une nouvelle génération d'usines connectées, robotisées et intelligentes. Tous les secteurs sont concernés.

Oui, la Tunisie doit être partie prenante car l'Industrie 4.0, offre l'opportunité d'un **raccourci technologique**, comme c'était le cas avec les nouvelles technologies permettant de diminuer la taille critique des unités.

Par des nouveaux **modes de production plus « smart »**, elle ouvrira plus de perspectives d'industrialisation à des pays de petite taille. De même, **l'industrie 4.0 favorisera les relocalisations** au sein de l'UE et dans les pays de proximité tels que la Tunisie.

L'Industrie 4.0 : une menace ou une chance pour l'emploi ?

Les révolutions technologiques ont toujours créé plus d'emplois qu'elles n'en ont détruits.

La France qui a cinq fois moins de robots que l'Allemagne (34 000 contre 162 000), a perdu 2 millions d'emplois industriels (passant de 5 à 3 millions). Les pertes d'emplois s'expliquent donc par le manque de compétitivité et non par la robotisation.

McKinsey prévoit que d'ici 2030, l'industrie 4.0 créera beaucoup plus d'emplois dans le monde (900 millions) qu'elle n'en détruira (400 millions soit 15 % du total).

« La peur que les machines remplacent l'homme ou l'idée que le progrès technique puisse nuire à l'emploi remontent à la nuit des temps, elles sont réfutées par les données ». Daniel COHEN

Enfin, je citerais **deux exemples d'entreprises** opérant en Tunisie pour illustrer que l'industrie 4.0 y est déjà une réalité.

***ENOVA ROBOTICS**, une des premières Startup en Afrique qui fabrique sa propre marque de robots dont un robot de sécurité extérieure à usage civil, pour les grands sites industriels (centrales nucléaires, plateformes pétrolières...). Son premier robot, un véhicule électrique autonome de surveillance et d'alerte à distance, a été exporté en 2015 à un grand groupe de sécurité de la région Rhône Alpes.

***SAGEMCOM**, groupe international, implanté notamment en Tunisie, opère sur les marchés de la maison numérique, de la ville et des réseaux intelligents, de l'Internet des Objets... Il fabrique 25 millions de produits par an, dont 10 millions sur son site tunisien grâce à un processus industriel à base d'automates et de robots fonctionnant avec de multiples logiciels dont certains ont été conçus directement par les équipes de développement du site tunisien.

CONCLUSION : ENTRE INCERTITUDES ET OPPORTUNITES, LA TUNISIE PEUT ET DOIT S'EN SORTIR

La Tunisie doit faire face aux incertitudes et saisir les opportunités offertes par ces évolutions technologiques en développant **sa principale richesse** : L'existence de milliers d'entrepreneurs de niveau international, qui connaissent parfaitement les marchés mondiaux, les technologies...et de centaines de milliers d'employés et de cadres aux compétences reconnues.

Talleyrand disait : « Faute de richesse une nation est pauvre, faute de patriotisme c'est une pauvre nation ». La Tunisie n'est ni pauvre, ni dépourvue de patriotes, elle est riche de ses femmes, de ses jeunes, de ses hommes qui agissent tous les jours pour relever des défis.

En conclusion, la Tunisie n'a plus droit à l'erreur, elle peut et doit s'en sortir. Mais, disait **Jean Tirole, prix Nobel d'économie** : **« Une démocratie sans experts court à la catastrophe car elle laisse le champ libre à tous les populismes ».**